

lettre du Brexit **Marc Roche** Journaliste

Theresa May, le commencement de la fin ?

Personne n'a jamais rien pu lire sur le visage de Theresa May. C'est toujours la même impassibilité dans les situations les plus dramatiques, la même maîtrise de soi devant des événements éprouvants.

Ainsi, imperturbable, ne laissant rien paraître, la Première ministre britannique n'a pas sourcillé devant le succès de la manifestation des partisans du maintien dans l'Union européenne qui a réuni 700.000 personnes, le 20 octobre, dans les rues de Londres.

May est restée tout autant impassible face aux attaques violentes au sein de son propre camp qui ont déferlé sur elle à la chambre des Communes à la suite de sa proposition d'étendre la période de transition du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne pour tenter de sortir les négociations de l'ornière.

Des nombreuses surprises provoquées par les dernières péripéties des tractations du Brexit, la moindre n'aura pas été d'avoir réuni dans la condamnation la droite eurosceptique et les modérés europhiles de la formation au pouvoir. Les premiers rejettent l'allongement de la période de transition au-delà du 31 décembre 2020 en invoquant la poursuite par le Royaume-Uni du financement du budget européen sans avoir son mot à dire sur sa redistribution. Les seconds soulignent que pareille solution ne ferait qu'accroître les incertitudes économiques créées par le largage des amarres.

Dépourvue de sa majorité parlementaire depuis les élections du 8 juin 2017, dépendant du petit parti unioniste protestant d'Ulster pour sa survie, M^{me} May ne s'est maintenue au pouvoir qu'à coups de concessions aux uns et aux autres. De telle sorte que ses dérapages ont toujours été contrôlés, ses envois calculés et ses erreurs rattrapées par sa ténacité et sa volonté de rester au 10 Downing Street.

Pris entre un parti et une opinion profondément divisés sur l'issue du Brexit et le désir de parvenir à un accord avec Bruxelles, l'ex-ministre de l'Intérieur n'a cessé d'osciller entre l'un et l'autre. D'écarts en soumissions, de chutes en redressements, sa route aura été un parcours d'obstacles sans fin.

Les limites de la méthode May

Mais à l'approche du 29 mars 2019, la date butoir du retrait officiel de l'UE, la méthode May a peut-être montré ses limites.

Plus que jamais son style personnel de gouvernement est sur la sellette.

Ainsi, à l'instar de son modèle, Margaret Thatcher, M^{me} May court-circuite systématiquement ses ministres tenus dans l'ignorance de l'avancement des pourparlers.

Dans le dossier du Brexit, elle se repose sur un seul conseiller, Olly Robbins, haut fonctionnaire issu des services de renseignements, habité de desseins ambitieux, d'initiatives et d'idées déconcertantes. On peut imaginer le stratège de l'ombre en « *cow-boy conduisant la caravane en avant-garde, seul sur son cheval* », comme Kissinger s'était lui-même dépeint.

C'est Robbins qui traite directement avec Michel Barnier, le négociateur en chef de l'UE. Le ministre du Brexit, Dominic Raab, tout comme le secrétaire au Foreign Office, Jeremy Hunt, ne font que de la figuration. Le « *Raspoutine anglais* », son surnom, a été l'architecte du plan Chequers de libre circulation des marchandises post-Brexit rejeté par les 27. Il est également à l'origine de l'idée de prolonger la période de transition.

« *Elle encaisse les coups sans broncher, limite la circulation de l'information et retarde les décisions* », critique le *Financial Times* à propos de sa conduite « perso » des affaires du royaume.

Sur le papier, vu l'arithmétique parlementaire actuelle, la Chambre des Communes ne devrait pas ratifier l'accord final avec Bruxelles. Un tel rejet conduirait inévitablement à la chute de M^{me} May et à de nouvelles élections.

Reste que malgré son extrême faiblesse politique, la Première ministre dispose de plusieurs atouts pour espérer rester à « *Number Ten* ».

Deux personnalités décrédibilisées

Brexiters et pro-Européens conservateurs ne disposent pas d'un nombre suffisant de députés pour la contraindre à démissionner. Par ailleurs, il n'existe pas de remplaçant crédible. L'instinct de survie de ses propres troupes est un autre avantage. La chute du gouvernement en cas de défaite parlementaire ouvrirait la voie à un scrutin que l'opposition travailliste, même ancrée à l'extrême gauche, pourrait remporter. Les unionistes protestants, n'ont pas d'autre choix que de soutenir Theresa May au risque de faire passer le leader du Labour, Jeremy Corbyn, proche de leur ennemi juré, les nationalistes catholiques du Sinn-Fein.

Le chef du gouvernement peut également compter sur l'hostilité du public envers les deux principaux avocats du camp du maintien dans l'UE et de l'organisation d'un nouveau référendum. En raison de ses mensonges lors de la guerre en Irak de 2003 et de ses liens d'affaires avec les autocrates, Tony Blair est totalement déconsidéré. Il en est de même de l'ex-vice-Premier ministre Nick Clegg qui s'est transféré avec armes et bagages dans la Silicon Valley à un moment crucial du Brexit. L'Européen convaincu a été recruté comme directeur de la communication et de la stratégie par Facebook. Une nomination d'autant plus étonnante que le groupe américain est dans la tourmente depuis que la société londonienne Cambridge Analytica a été accusée d'avoir récupéré ses données pour élaborer un logiciel permettant de prédire et d'influencer le vote des électeurs afin de peser dans la campagne référendaire du Brexit, en 2016.

Toujours ce personnage égal, d'apparence froide comme il sied à la fille de pasteur, sorte de figure sévère, opiniâtre, minutieuse, dépourvue de toute sensiblerie... Theresa May nous rappelle l'univers désuet, en trompe-l'œil, des romans policiers de PD James et de Ruth Rendell dans lesquels il ne manque pas un brin de lierre sur le manoir où le crime a été commis.

May, Brexit : drôle de dame, drôle de drame... ■